

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 Rue Zattara
CS 70248
13331 Marseille Cedex 3

Marseille, le 08/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Lyondell Basell Services France SAS

Dépôt du Port de la Pointe
13130 Berre-L'Étang

Références : JS-D-2026-0167
Code AIOT : 0006400988

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2025 dans l'établissement Lyondell Basell Services France SAS implanté Dépôt du Port de la Pointe 13130 Berre-l'Étang. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Lyondell Basell Services France SAS
- Dépôt du Port de la Pointe 13130 Berre-l'Étang
- Code AIOT : 0006400988
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le Pôle Pétrochimique de Berre (PPB) est constitué :

- d'unités pétrochimiques : l'exploitant Basell PolyOléfine (BPO) exploite notamment le vapocraqueur, l'unité de fabrication de polyéthylène, l'unité de production du polypropylène, la Compagnie Pétrochimique de Berre (CPB) exploite les unités de fabrication de caoutchoucs thermoplastiques (appartenant à Kraton), de PVC (appartenant à Kem One) et d'additifs (appartenant à Infineum),
- d'une raffinerie de pétrole exploitée par CPB et dont la déclaration de cessation d'activité a officiellement été déposée le 7 novembre 2014,
- d'un parc regroupant des bacs de stockage (Parc Nord).

Le pôle accueille également des installations d'utilités soumises à autorisation (chaudières, énergie, traitement des eaux, services supports, tuyauteries reliant le dépôt du Port de la Pointe au pôle pétrochimique) opérées par la société LyondellBasell Services France (LBSF).

Au niveau du Port de la Pointe, LBSF reçoit, stocke et expédie des gaz inflammables liquéfiés et des liquides inflammables. Le site comprend notamment les installations suivantes :

- un parc de stockage de gaz (propylène, butadiène, coupes C4, butane, propane),
- un parc de stockage de liquides inflammables / combustibles,
- trois appontements pour navires.

La réception et l'expédition de produits se fait aussi via des pipelines.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds
- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Permis feu (LI)	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 41	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
3	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
4	Travaux - Consignes particulières	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
5	Plan de	Arrêté Ministériel du 19/03/1993,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	prévention	article 1	
7	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Du fait du caractère inflammable des produits stockés, les dépôts d'hydrocarbures présentent une sensibilité particulière vis-à-vis des risques liés à la réalisation de travaux par point chaud.

Des procédures et outils ont été mis en place à l'échelle du pôle pétrochimique de Berre afin d'encadrer la réalisation de tels travaux. Au niveau du Port de la Pointe, l'exploitant a indiqué que les interventions de travaux par point chaud étaient relativement limitées (3 chantiers recensés sur les 6 mois précédents l'inspection), ce type de travaux étant, dans la mesure du possible, réalisé en dehors du site du Port de la Pointe. Mais l'exploitant a été en mesure de présenter la plupart des justificatifs attendus concernant les conditions d'intervention des entreprises extérieures sur ce type de travaux.

Des compléments sont toutefois attendus sur certains points.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le plan du zonage ATEX du site. Il a également présenté le plan des "zones exercées", qui sont délimitées physiquement au niveau des unités par des barrières et recouvrent les zones ATEX.</p> <p>Les consignes à observer sont formalisées sur un panneau présent à l'entrée du site, et répétées lors de l'accueil sécurité (cf. point de contrôle n°7). Le panneau à l'entrée du site, censé avertir sur les principales consignes (obligation du port d'EPI, interdiction de fumer...) n'était plus très lisible :</p>

<p>l'exploitant a indiqué qu'il serait prochainement remplacé.</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a pu constater la présence de panneaux, à l'entrée des cuvettes de rétention des réservoirs de liquides inflammables, signalant le risque ATEX (les pictogrammes de danger, notamment celui signalant des substances inflammables, étaient aussi lisibles sur les panneaux).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un délai d'un mois, l'exploitant transmet les éléments justifiant la rénovation du panneau à l'entrée (lisibilité).</p> <p>Dans le même délai, l'exploitant justifie que les consignes à observer en zones ATEX sont incluses dans les plans de secours du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Consignes d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. [...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'obligation du « permis d'intervention » prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le processus global d'intervention d'entreprises extérieures sur des travaux par points chauds. Plusieurs étapes de ce processus sont encadrées par des consignes de sécurité, par exemple en ce qui concerne les règles qui permettent de délivrer une autorisation de travailler (procédure CS 209), ou les règles à respecter pour réaliser des travaux de feu (procédure CS 205).</p> <p>En ce qui concerne le processus d'autorisation de travaux de feu, après l'établissement du plan de prévention (le cas échéant propre au projet), une première version d'analyse de risques est réalisée à l'échelle de l'unité concernée par les travaux. La nécessité éventuelle de travaux de feu est identifiée à ce niveau. Une demande préalable de feu (DPF) est alors complétée, et si nécessaire, un comité sécurité est réuni. Par la suite, l'autorisation de travail inclut les mesures de sécurité identifiées dans la DPF et par le comité de sécurité (par exemple : mesures d'explosivité, bâches ignifugées, véhicule incendie à proximité...).</p> <p>Par rapport à l'obligation du permis d'intervention mentionnée dans l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, la procédure CS 209 prévoit notamment que "Aucun travail ne peut être entrepris sans avoir obtenu l'autorisation [...]. L'autorisation de travail doit être signée avant le début des</p>

travaux". La procédure prévoit qu'en cas de travaux de feu, c'est un certain type d'autorisation de travail, plus complet, qui doit être utilisé, et auquel est intégrée la demande préalable de feu (DPF). La procédure CS 205 prévoit ensuite les règles spécifiques aux travaux susceptibles de générer une source d'inflammation dans les zones exercées (évoquées au point de contrôle n°1), en précisant le type de travaux concernés (poste à souder, électricité statique, sablage-décapage...). L'autorisation de travail précise aussi, pour chacune des phases du chantier, si un permis préalable « feu », « fouille » ou « ouverture » est nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Interdiction d'apporter du feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ; [...] Constats : La procédure CS 205, relative aux travaux de feu, prévoit la règle suivante : "Il est interdit de générer une source d'inflammation non contrôlée en zone exercée sans Demande Préalable de Feu et une Autorisation de Travail signées". Concernant spécifiquement l'interdiction de fumer, la consigne est affichée à l'entrée du site, sur un panneau au niveau du portail (cf. point de contrôle n°1). Cette interdiction est également rappelée dans la vidéo d'accueil sécurité du pôle pétrochimique de Berre, que les personnels d'entreprises extérieures doivent valider par un quiz, dont l'une des questions porte sur cette interdiction.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Travaux - Consignes particulières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu
Prescription contrôlée : <u>Article 63 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 :</u> Travaux Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;

[...]

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.

[...]

Article 41 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 :

[...] Dans les parties de l'installation visées à l'article 38 du présent arrêté, les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (notamment emploi d'une flamme ou d'une source chaude) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de travail » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant les règles d'une consigne particulière. [...]

Constats :

La procédure CS 205 encadre la réalisation des "demandes préalables de feu" (DPF).

Les demandes préalables de feu sont un encart spécifique de l'autorisation de travail.

Les éléments suivants sont à renseigner dans la rubrique DPF :

- les dates de début et de fin de validité : l'exploitant a indiqué que la durée de validité était limitée à un mois renouvelable une fois, et les autorisations de travail consultées respectaient ce délai, mais cette information ne figure pas dans la procédure CS 205 ;
- le nom des personnes du Port de la Pointe qui établissent la DPF ;
- les "moyens utilisés", c'est-à-dire la liste des équipements nécessaires aux travaux et susceptibles de générer un point chaud : pour l'une des DPF consultées, les équipements listés étaient : "grue, fourgon, compresseur, poste à souder, meule" ;
- les mesures de sécurité : une liste de mesures de sécurité minimales est pré-établie (mesure d'explosivité, présence d'un extincteur 9 litres...), puis des mesures de sécurité complémentaires peuvent être cochées telles que "détecteur HC en continu", "bâche ignifugée", "présence permanente d'un pompier"...
- la DPF précise aussi si un comité de sécurité HSE est requis ou pas.

Le comité de sécurité permet de réunir, sur le site du chantier, les personnes concernées du Port de la Pointe et le responsable des travaux de l'entreprise sous-traitante, afin de définir de façon exhaustive la liste des mesures de prévention qui seront nécessaires lors du chantier.

Sur l'une des autorisations de travail consultées (n°2169485), dont le chantier avait fait l'objet d'une DPF et d'un comité de sécurité, le rapport du comité de sécurité avait notamment identifié la nécessité de mettre en place des détecteurs d'hydrocarbures et une bâche ignifugée comme mesures de sécurité complémentaires. Dans la DPF de l'autorisation de travail, les détecteurs d'hydrocarbures avaient été cochés, mais pas la bâche ignifugée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veille à la cohérence entre les conclusions du comité de sécurité et les mesures de sécurité exigées au niveau de la DPF. Cette vigilance doit être accrue du fait du report manuel de ces informations dans la rubrique DPF de l'autorisation de travail.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention
Prescription contrôlée : Article 63 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 : [...] Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé. [...] Article 1 de l'arrêté ministériel du 19 mars 1993 fixant, en application de l'article R. 4512-7 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention : Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés : [...] 4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié. [...] Constats : L'exploitant a indiqué que deux types de plans de prévention coexistaient sur la plateforme pétrochimique de Berre : un plan de prévention "global site", pour toutes les entreprises extérieures en contrat annuel notamment, et des plans de prévention "spécifiques au projet", selon la nature des projets et travaux à mener. De plus, l'exploitant a indiqué qu'une procédure spécifique aux plans de prévention (CS 217) existait. Ce point n'a pas été examiné plus en détail par l'inspection. Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Permis feu (LI)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 41
Thème(s) : Risques accidentels, Permis feu
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents. Dans les parties de l'installation visées à l'article 38 du présent arrêté, les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (notamment emploi d'une flamme ou d'une source chaude) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de travail » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant les règles d'une consigne particulière. Le « permis de travail », le « permis de feu » s'il y en a un et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail », le « permis de feu », le cas échéant, et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront désignées, sans préjudice des dispositions prévues par le code du travail (articles R. 4512-6 et suivants). Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant.

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, des travaux de remplacement de tuyauteries étaient en cours, à proximité de la pomperie de l'entrepôt de liquides inflammables.</p> <p>Les autorisations de travail consultées (l'une en salle, concernant des travaux similaires réalisés deux mois auparavant, et l'autre en salle de contrôle pour les travaux en cours) mentionnent bien les phases nécessitant un permis préalable de feu et les rubriques de la DPF sont renseignées (cf. point de contrôle n°4).</p> <p>Les autorisations de travail consultées, sur lesquelles figurent la DPF, ont été établies par un représentant de l'entreprise extérieure habilité GIES 2, conformément aux dispositions prévues par la procédure CS209.</p> <p>Par la suite, tout au long du chantier, l'autorisation de travail est délivrée, c'est-à-dire visée par le Port de la Pointe et par l'entreprise extérieure, à chaque reprise de poste (notamment matin ou après-midi). Les phases du chantier concernées et les mesures d'explosivité sont systématiquement renseignées dans les cases des visas.</p> <p>Il n'y a pas de document permettant de tracer la bonne mise en œuvre des mesures de sécurité exigées dans la demande préalable de feu. Ce point est notamment vérifié au travers d'audits internes, dont certains portent spécifiquement sur la réalisation de travaux de feu. L'exploitant a présenté un rapport d'audit interne portant sur des travaux de soudure au Port de la Pointe : l'audit relevait une demande de reprise du bâchage au niveau de la zone de travaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un délai d'un mois, l'exploitant transmet une analyse des résultats d'audits internes menés sur l'année 2025 sur des travaux par point chaud au Port de la Pointe. Il indique les éventuelles mesures correctives en matière d'organisation découlant le cas échéant de ces audits.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Formation du personnel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant a listé les différentes formations / habilitations exigées pour son personnel amené à intervenir sur des travaux par point chaud : ATEX, contrôle d'atmosphère, utilisation d'extincteurs, signature documentaire (formation et habilitation à signer les autorisations de travail) et mise au travail. La plupart de ces formations / habilitations sont mentionnées dans la procédure CS 209 relative aux autorisations de travail.

L'exploitant a aussi indiqué les formations / habilitations attendues de la part des entreprises extérieures, intervenant sur des travaux par point chaud.

- ATEX : La formation ATEX 0 est obligatoire pour tous les sous-traitants. Si besoin, en fonction de la nature des travaux, le suivi de formations ATEX 1 ou ATEX 2 peut être exigé.

- GIES 1 : Cette formation est obligatoire pour tous les sous-traitants. Elle comprend notamment un module sur le risque de départ de feu.

- GIES 2 : Le certificat GIES 2 est exigé pour le "chargé de travaux", c'est-à-dire le chef d'équipe de l'entreprise extérieure, qui est notamment amené à approuver l'autorisation de travail (et les mesures de sécurité qui y sont prévues).

- Accueil sécurité (PPB) et passeport sécurité (PLP) : Tous les sous-traitants doivent avoir suivi l'accueil sécurité de la plateforme, et suivi la formation spécifique aux risques présents sur l'unité du Port de la Pointe. A l'issue, la personne doit répondre à un quizz, puis la personne peut accéder au site. Dans le cadre du quizz, certains points en lien avec les travaux par point chaud sont vérifiés, notamment : l'interdiction de fumer, les autorisations spécifiques selon les outils utilisés, le zonage ATEX...

- Formation à l'utilisation d'extincteurs pour la personne ayant le rôle de "piquet incendie".

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance fin de travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux

Prescription contrôlée :

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.

Constats :

La procédure CS 205 (relative aux travaux de feu) prévoit une "surveillance de la zone pendant et après les travaux impliquant la génération de flammes nues et d'étincelles". Une fiche spécifique sur la "surveillance des travaux de feu nu" est annexée à la procédure. Cette fiche décrit notamment le rôle du "piquet incendie", la durée de maintien de la surveillance et la surveillance périodique par le personnel LYB (donc, du Port de la Pointe pour ce qui concerne la visite d'inspection du 23 avril 2025).

Le "piquet incendie" est une personne de l'entreprise extérieure réalisant les travaux, dont le nom est explicitement désigné dans l'autorisation de travail, et qui s'engage à surveiller la zone où des opérations de feu nu ou générant des étincelles ont lieu. La surveillance par le piquet incendie est maintenue pendant 30 ou 60 minutes après l'interruption des travaux, selon les situations et selon ce qui a été défini dans l'autorisation de travail. Par la suite, dans certaines zones, une surveillance par des opérateurs du Port de la Pointe est menée jusqu'à 3 heures après l'interruption des

travaux, lors des rondes.

Depuis fin 2024, l'exploitant a indiqué avoir mis en place un système harmonisé à l'échelle de la plateforme pétrochimique de Berre, pour formaliser et justifier la bonne réalisation de la surveillance après travaux (il est rappelé que réglementairement, cette surveillance après travaux doit faire l'objet d'un enregistrement). D'après l'exploitant, lors de l'interruption des travaux, un tampon "piquet incendie" est apposé au dos de l'autorisation de travail. Ce tampon est complété avec la date, la durée prévue de la surveillance (30 ou 60 minutes), le nom du piquet incendie, l'heure de fin des travaux de feu, l'heure de fin de surveillance (effective) des travaux de feu et le tampon est signé par le responsable GIES2. L'autorisation de travail tamponnée est ensuite remise à la cellule travaux du Port de la Pointe.

Lors de la visite des installations, en salle de contrôle, l'inspection a pu consulter une autorisation de travail. Au dos de la feuille, 4 tampons avaient été pré-apposés, sans que la date soit renseignée. La durée de surveillance de 30 minutes était entourée, mais une mention manuscrite à côté indiquait "60 minutes préconisées par le comité de sécurité" : l'exploitant a confirmé que la durée prise en compte était bien 60 minutes. Au niveau du premier tampon, les informations suivantes étaient renseignées : nom du piquet incendie, heure de fin des travaux de feu et heure de fin de surveillance des travaux de feu (écart de 60 minutes par rapport à la fin des travaux). L'utilisation des tampons de surveillance après travaux ne correspondait donc pas à ce qui avait été décrit en salle.

Si la mise en place récente du système de tampon permet de répondre aux exigences réglementaires, les équipes ne semblaient pas encore s'être appropriées cet outil au jour de la visite d'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai d'un mois, l'exploitant justifie la bonne mise en œuvre de l'enregistrement de la surveillance après travaux, notamment en précisant la procédure en place et en démontrant son application sur le site au regard des résultats des éventuels audits internes menés sur le sujet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois